

Approvisionnement d'énergie

Pourquoi ne s'est-on pas occupé de ces problèmes avant aujourd'hui, avant que la crise éclate? Comme d'habitude, le gouvernement nous arrive avec trop peu, et trop tard. Le gouvernement n'a fourni aucun moyen ni encouragement pour inciter le secteur privé à promouvoir la construction, ou s'en charger lui-même, d'entrepôts de pétrole brut et de produits raffinés. Si le ministre se laisse influencer par certains de ses collègues socialistes du cabinet et de la Chambre au point—que Dieu nous en garde!—où Petro-Canada entrerait en scène, bien sûr, nous découvrirons que Petro-Canada ou quelques autre agence associée au gouvernement n'a tout simplement pas les installations, les entrepôts et autres moyens nécessaires pour accumuler les énormes réserves de brut qui, depuis déjà longtemps, auraient dû être mises en place.

Le ministre sait qu'il existe certaines formations géologiques, surtout sur notre littoral est et dans les environs, dont la principale est située dans la circonscription du vice-premier ministre et président du Conseil privé et l'autre sur une île au large de Terre-Neuve, qui toutes deux conviendraient admirablement bien au stockage de réserves sur la côte est. Mais de 1974 à 1979, le gouvernement n'a absolument rien fait à cet égard.

● (2120)

Nous n'avons ni politique ni programmes gouvernementaux pour combler en partie ces graves pénuries de pétrole qui sont bien évidentes. Il y a même une raffinerie à Come-By-Chance, Terre-Neuve, qui a été mise au rancart. Pour l'amour du ciel, quand il y a eu une surabondance de ce pétrole brut sur le marché il y a quelques mois, qu'a fait le gouvernement pour tâcher de libérer et de remettre en exploitation certaines des installations de raffinage désaffectées? Même les raffineries de l'est du Canada en activité étaient très loin de fonctionner à pleine capacité. Ce sont là des questions que la Chambre pourrait débattre plus froidement, selon moi, à une époque moins troublée. Nous ne pouvons discuter raisonnablement ce soir parce que nous sommes menacés, forcés d'agir; nous sommes encore une fois obligés d'adopter une loi d'urgence pour régler un problème urgent qui ne devrait même pas se poser, mais qui n'en existe pas moins.

Le bill que nous étudions ce soir constitue en soi l'aveu que nous avons raison et que le gouvernement avait tort. Écoutez les propos calmes et suaves du ministre. Il dit qu'il n'est pas nécessaire d'intervenir, qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter, que tout va s'arranger. Nous ne commençons qu'à découvrir la vérité et le gouvernement ne se décide à présenter une mesure qu'après que l'opposition officielle ait divulgué en partie la situation réelle. C'est alors que nous assistons à une volte-face. Au lieu de dire que tout va pour le mieux, le ministre procède à un revirement complet assorti d'un truc politique très ingénieux.

Le chevalier Alastair sur son destrier blanc sonne la charge et s'attaque à toutes les multinationales. Il attaque à grand bruit non seulement les multinationales mais aussi leurs filiales canadiennes. Le ministre demande avec indignation pourquoi

Imperial Oil n'a-t-elle pas traité directement avec le Venezuela? C'est ce que le ministre demande. Je pense que les Canadiens sont en droit de demander pourquoi le ministre n'était pas au courant et n'a pas donné de directives plus tôt. Pour l'amour du ciel, qui était au pouvoir ces dernières années? Si le ministre n'était pas au courant de l'existence d'un intermédiaire dans ce marché de brut avec le Venezuela, que sait-il et que fait-il? J'ai l'impression que l'on pourrait répondre: absolument rien. Il aurait dû savoir que même si Imperial Oil avait traité directement avec le Venezuela, rien de nous aurait garanti que nous ne nous serions quand même pas retrouvés d'une façon ou d'une autre dans la même situation aujourd'hui.

Nous subissons cette pénurie internationale comme tous les pays signataires de ce traité de 1974. Quand on atteint les 7 p. 100 qui déclenchent le mécanisme, il n'est pas vraiment important qu'Imperial Oil ou une autre filiale canadienne des multinationales ait traité directement avec le Venezuela.

Les collègues du ministre au cabinet, et ses collègues du NPD à la Chambre, prétendent que le gouvernement a le mérite d'avoir créé Petro-Canada, même si cela a coûté très cher aux contribuables canadiens. Ils prétendent que si Petro-Canada avait fait fonction d'acheteur, rien de cela ne se serait produit. C'est là la théorie.

Petro-Canada existe depuis un certain temps. Si le ministre ou ses collègues du cabinet estiment que cette société n'a pas agi ou n'agit pas correctement, ou qu'elle aurait dû agir comme représentant ou intermédiaire ou grossiste dans certains de ces marchés internationaux, pourquoi le ministre ne lui a-t-il pas donné instruction de le faire auparavant? Pourquoi le gouvernement le fait-il maintenant? Je vais vous le dire. C'est tout simplement parce qu'au fond le ministre a bien compris que l'intervention d'une société nationale d'import-export pétrolier dans les négociations, les relations complexes entre secteur privé et producteurs n'apporterait aucun élément de solution à la crise internationale énergétique de l'heure. Cela ne ferait rien pour nous sortir du trou que le gouvernement a creusé sous nos pas. Je ne pense pas que l'intervention de Petro-Canada dans la transaction mexicaine ou dans la transaction vénézuélienne aurait été du moindre secours.

Alors je demanderai au ministre pourquoi, s'il n'est pas satisfait maintenant, il a attendu si longtemps pour présenter ces observations? S'il est nécessaire que Petro-Canada serve d'intermédiaire avec le Mexique, pourquoi le ministre dit-il aux sociétés pétrolières de traiter directement avec le Venezuela? Pourquoi cette contradiction? Pourquoi ce qui est bon d'un côté n'est-il pas bon de l'autre? S'y a rien de mal à ce que les sociétés canadiennes traitent directement avec le Venezuela, pourquoi ne peuvent-elles le faire avec le Mexique? Le ministre sait—ou plus exactement il devrait savoir—que les sociétés canadiennes ont traité et négocié avec le Mexique pour l'achat de brut mexicain, bien avant que lui et M. Hopper ne s'amènent au Mexique pour cette transaction.